

la incité à le faire. S'il est aujourd'hui pays indépendant,—et il l'est,—c'est parce que Downing Street a voulu qu'il le fût, et non pas parce que nous avons fait des démarches en ce sens auprès de Downing Street.

Pour ma part, j'espère que le Canada continuera à vivre dans l'orbite de l'Empire britannique pendant toute ma vie et celle de mes enfants et de mes petits-enfants, car, pour moi, le Canada et l'Empire sont unis par des liens qu'on ne saurait briser. Nous ne ferons des progrès que si nous marchons de concert avec l'Empire britannique. Je ne peux et je ne veux concevoir un Canada séparé de l'Empire. Je préfère me représenter le moment où nous ferons partie d'un groupement politique avec les autres membres du Commonwealth des nations britanniques et notre grand voisin du Sud. Je crois que nous pouvons entrevoir un tel groupement, mais non la désagrégation de l'Empire.

Pendant que j'ai la parole, je tiens à dire que la teneur des discours prononcés au cours du présent débat semble indiquer que nos différends,—lesquels, après tout, ne portent que sur un point,—proviennent peut-être d'un malentendu, qu'il est possible de faire disparaître, pourvu que les citoyens des diverses provinces soient résolus à ne pas accentuer leurs points de vue respectifs, mais à faire de leur mieux pour que l'harmonie règne entre le Québec et l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse et toutes les autres provinces. Agissons de la sorte, et il ne sera plus question de Canadiens français et d'Anglo-Canadiens. Je désapprouve l'usage de ces expressions. Nous sommes tous Canadiens.

L'honorable M. DAVID: Très bien.

L'honorable M. BLACK: Ne donnons pas le nom de Canadiens français à nos concitoyens. Je ne dis pas que je suis Canadien anglais ou écossais. Nous sommes tous Canadiens. Nous aimons notre patrie. Servons-la bien et loyalement.

L'honorable J. A. CALDER: Honorables sénateurs, je ne m'étais pas proposé de prendre la parole dans ce débat, car j'avais plusieurs raisons de croire que la chose n'était pas nécessaire.

On peut dire, et avec raison, je crois, que le Canada, d'un océan à l'autre, a eu toutes les occasions voulues,—et qu'il a su les saisir,—d'étudier le pour et le contre de la question dont nous sommes présentement saisis. Je me demande si je pourrais ajouter quelque chose d'utile à ce qui a déjà été dit. Le Gouvernement en est venu à une décision, et il ne nous reste plus qu'à lui accorder l'autorité dont il a besoin. Nous ne gagnerons rien à reprendre

L'hon. M. BLACK.

toutes ces discordances d'opinion qui se sont manifestées dans le passé.

S'il est une chose qui me fait plaisir aujourd'hui, c'est l'esprit dans lequel cette Chambre a discuté le présent bill. Il existe actuellement au Canada une situation regrettable. Nous admettons tous que la population est divisée et qu'il convient de ne rien négliger pour mettre fin à cette désunion. J'explique d'une façon cette différence d'opinion, et un autre l'explique autrement. A mon sens, la désunion n'aurait jamais dû exister. J'espère que tous les chefs du pays, ne s'inspirant aucunement de motifs politiques, feront dorénavant tout leur possible pour que cette désunion disparaisse à jamais.

Ce que je ne puis comprendre,—et il en était de même en 1917, lorsque je devins membre du Gouvernement de l'époque,—c'est que les citoyens diffèrent d'opinion sur la question qui les sépare aujourd'hui. Voyons quelle était la situation le 10 septembre 1939, lorsque nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne. Je ne reprendrai pas l'argument invoqué par l'honorable sénateur d'Ottawa (l'honorable M. Lambert), mais je dirai que le Parlement ne savait pas, ou qu'il aurait dû savoir, exactement ce qu'il faisait. Le Parlement a déclaré la guerre au nom du pays. La guerre entraîne nécessairement des combats. Qui livreront ces combats? Laisserons-nous à l'individu le soin d'en décider? La question de savoir si cela a été une erreur de déclarer la guerre, n'est pas du tout la même chose. Si, lorsque le Gouvernement anglais décida qu'il livrerait une guerre en Afrique du Sud, la population canadienne avait pris l'attitude que d'aucuns adoptent à l'heure actuelle, je n'y aurais vu aucune objection. Mais le Canada lui-même est attaqué, même si l'attaque n'a pas lieu sur nos côtes. Tout le monde admet que ce n'est qu'une question de temps avant que l'avalanche parvienne jusqu'à nous.

Je ne prise pas du tout le mot "conscription". Je conviens du bien-fondé de tout ce qu'on a dit au sujet de la nécessité de fournir des vivres, des munitions et toutes sortes de service, mais nous devrions avoir une loi du service sélectif obligatoire en vertu de laquelle l'Etat pourrait appeler tous les hommes à servir selon leurs aptitudes. Tel est notre devoir de citoyens. Peu importe où nous habitons, peu importe quels sont nos ancêtres, la religion que nous pratiquons et la langue que nous parlons, nous sommes tous Canadiens, et, lorsque notre pays déclare la guerre à l'ennemi, nous devons, il me semble, envisager ce fait comme il convient et en venir à une seule conclusion, savoir qu'il est du devoir de tout citoyen d'accepter d'avance tous les services dont l'Etat pourra lui confier l'exécution.